

La crise algérienne dans le dialogue politique égyptien

Névine 'Abd al-Mon'eim Mos'ad



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/504>

DOI : [10.4000/ema.504](https://doi.org/10.4000/ema.504)

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 1994

Pagination : 107-116

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Névine 'Abd al-Mon'eim Mos'ad, « La crise algérienne dans le dialogue politique égyptien », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 20 | 1994, mis en ligne le 08 juillet 2008, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/504> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.504>

Ce document a été généré automatiquement le 7 juillet 2022.

Tous droits réservés

La crise algérienne dans le dialogue politique égyptien

Névine 'Abd al-Mon'eim Mos'ad

- 1 Jusqu'en octobre 1988, l'opinion publique égyptienne était marquée par une sorte d'ignorance — ou peut-être d'indifférence — à l'égard des développements politiques en cours sur la scène algérienne. Effet d'éloignement ? L'Algérie se situe au « couchant » de la « Patrie arabe » alors que les Égyptiens regardent plus souvent vers l'est, et surtout vers le sud. Effet linguistique ? Alors même que la plupart des Algériens comprennent sans difficulté — feuillets obligent — le parler cairote, le dialectal algérien, pour ne rien dire des langues berbères, est incompréhensible pour des oreilles égyptiennes. Plus précisément, le lecteur égyptien avait pris l'habitude de n'avoir qu'occasionnellement des nouvelles de l'Algérie, qu'il s'agisse d'exalter le soutien de l'Égypte à la Révolution du million de martyrs ou le rôle de l'Algérie dans le cadre du mouvement des Non-alignés, dont ce pays est l'un des pionniers, ou que ce soit à l'occasion de rencontres sportives, en particulier de football, entre les équipes égyptiennes et algérienne, rencontres qui pouvaient parfois dégénérer en affrontements entre les partisans des deux équipes.
- 2 Mais la situation a changé avec les événements qui ont suivi le soulèvement d'octobre 1988 et, surtout, avec la légalisation du premier parti politique islamiste dans la région arabe. En effet, pour la plupart de ceux qui en ignoraient les tenants et les aboutissants, l'expérience algérienne ne pouvait manquer de surprendre et de susciter des sentiments divers allant de la crainte à l'espoir, en même temps qu'elle apportait « de l'eau au moulin » des différentes parties en présence sur la scène égyptienne. Comment s'étonner que le principal souci des intellectuels égyptiens ait été, alors, d'identifier les raisons de l'ascension et de la chute soudaines du Front islamique du salut, en même temps que de s'interroger sur l'impact potentiel de l'expérience algérienne sur la situation en Égypte ?
- 3 La présente étude se propose de rendre compte des prises de positions suscitées dans les différents secteurs de l'opinion égyptienne par l'évolution de la situation algérienne, en commençant par une double « mise en garde » relative à l'utilisation de

catégories telles que « laïcisme » ou « islamisme » et qui a trait au caractère polémique que revêtent ces catégories elles-mêmes dans le débat politique égyptien : d'une part, les premières tendent à être synonymes d'« impiété » ou d'« athéisme » pour ceux qui refusent la « laïcisation » de la société égyptienne, tandis que l'islamisme tend à se réduire au « fanatisme » ou au « terrorisme » pour ceux qui redoutent la montée en puissance du courant islamique ; d'autre part, l'opposition mécanique entre « islamiste » et « non-islamiste » ou « laïciste » tend à laisser entendre qu'on est en présence de positions homogènes et cohérentes, alors que ce dont il importe ici de rendre compte, par rapport à l'expérience algérienne, c'est de la diversité des positions qui s'énoncent sous cette double enseigne.

Le succès électoral du FIS : accord sur les causes, divergences sur les enjeux

- 4 L'ensemble des observateurs, toutes tendances confondues, s'accordent à identifier toute une série de facteurs qui permettent de rendre compte du vote massif des Algériens en faveur d'une « solution islamique » — une première fois à l'occasion des élections locales de juin 1990, une seconde fois à l'occasion des législatives de décembre 1991 — mais cette convergence de vues disparaît dès lors qu'il s'agit, d'une part, de préciser la hiérarchisation de ces facteurs et, d'autre part, d'expliquer les raisons du vote en faveur du FIS à l'exclusion de tous les autres partis islamiques.
- 5 Pour ce qui est du succès de l'alternative islamique en Algérie, les « non-islamistes » soulignent l'échec des options du régime dans la gestion du processus de développement, échec dans lequel ils voient la « cause » du « retour à Dieu » des Algériens en quête de sens et de salut. Ainsi Muhammad Hasanayn Haykal explique-t-il dans un quotidien japonais — article dont une traduction arabe a été publiée par les soins du journal *al-Sha'b* — que les sévères crises sociales, économiques et politiques par lesquelles est passée la région, et en particulier la dernière crise du Golfe, ont incité les peuples à se tourner vers la religion « comme source d'inspiration morale et à la recherche d'espoir et de dignité¹ ». Quant à Philippe Gallab, il impute au FLN l'entière responsabilité des résultats des élections législatives pour avoir, écrit-il, « amené le pays à un niveau sans précédent de dégradation économique, de décadence politique et de corruption morale² ». Les islamistes, pour leur part, ne nient pas les effets de l'effondrement de la « légitimité révolutionnaire » de la génération du 1er novembre quant à l'évolution des événements en Algérie depuis octobre 1988, mais ils refusent catégoriquement l'allégation selon laquelle le choix de la solution islamique aurait été un choix désespéré en l'absence de toute autre alternative. En d'autres termes, les islamistes refusent d'interpréter le vote en faveur du FIS comme un acte de pure vengeance dirigé contre le Front de libération nationale. Ils estiment que les Algériens, en pleine connaissance de cause et de leur propre gré, ont choisi l'alternative islamique comme étant l'expression adéquate de leur identité culturelle. Ibrâhîm Ghanem écrit à ce propos : « Les masses algériennes n'ont pas été appelées à choisir entre l'islam et autre chose », mais lorsque l'occasion s'est présentée une première fois en 1990, puis une seconde en 1991, « elles ont choisi l'islam » en toute liberté et sans aucune contrainte³. Ahmad al-Siûfi ne dit pas autre chose, mais de manière encore plus explicite, en considérant que la règle générale, dans tous les États musulmans, veut que « les peuples musulmans n'acceptent aucun autre substitut à l'islam si jamais ils ont la liberté de choisir⁴ ».
- 6 Pour ce qui est du succès du FIS en tant que tel, qu'on l'explique comme le résultat d'un vote-sanction ou comme l'expression d'un « effet de civilisation », tant les islamistes

égyptiens que leurs adversaires éprouvent le besoin d'invoquer un argument supplémentaire pour expliquer pourquoi le FIS, et lui seul, a été en mesure d'apparaître comme l'instrument et le symbole de ce projet. En effet, il s'est présenté aux élections de 1990, en coalition avec les mouvements *al-Nahda* et *Hamas*, face à d'autres partis dont certains étaient des partis « islamiques », tel le Parti arabe islamique et démocratique. Or il a remporté plus de la moitié des sièges au niveau des communes et près des trois quarts des sièges au niveau des gouvernorats (*wilâyât*). De la même façon, aux législatives de 1991, face à 48 autres partis, il a remporté quelque 44 % des sièges au parlement alors qu'aucun des autres partis islamiques n'a été en mesure d'obtenir ne serait-ce qu'un siège. D'où la question ; pourquoi précisément le FIS ?

- 7 Husayn Ahmad Amîn, intellectuel libéral et ex-ambassadeur d'Égypte en Algérie, a été l'un des premiers à tenter de répondre à cette question dans un article publié par l'hebdomadaire *al-Musawwar* sous le titre « Que se passe-t-il en Algérie ?⁵ ». Il y évoque la fragilité des forces de l'opposition algérienne, critiquant tout particulièrement le Mouvement pour la démocratie en Algérie en raison de sa complaisance à l'égard des thèmes islamiques — même si certains de ses partisans mettaient plutôt en avant la popularité de son leader, Ahmed Ben Bella — mouvement qu'il qualifie d'inconsistant et qu'il accuse d'être passé de la défense de la démocratie libérale à l'appel en faveur d'un régime théocratique, fasciste-islamique et réactionnaire sous prétexte d'occuper une position médiane entre « islamistes » et « démocrates ». Pour Husayn Ahmad Amîn, le mouvement d'Ahmed Ben Bella, en dépit de la légitimité historique dont celui-ci peut se prévaloir, ne diffère pas des autres groupes de l'opposition qui représentent le passé et non le présent, expriment des rivalités et des antagonismes personnels et non le souci de l'intérêt collectif, et sont, en un mot, incapables de mobiliser le soutien des élites intellectuelles et de représenter une opposition effective au régime. Une autre analyse, dans la même veine, est proposée par Ahmad al-Uslâ dans un exposé sur les « événements en Algérie et leurs répercussions sur le Maghreb arabe », qui souligne que le succès écrasant du FIS est dû au fait qu'il est parfaitement en prise sur la rigidité et l'intransigeance militante caractéristiques du tempérament algérien⁶.
- 8 Quant à la thèse du « complot », elle peut être illustrée par les écrits d'Anwâr Muhammad dans un ouvrage intitulé *les généraux de l'islam*, qui évoque la coordination et le soutien mutuels entre le FIS, le Mouvement tunisien de la renaissance (*al-Nahda*), le groupe égyptien *al-Jihâd* et le Front national islamique soudanais, dont les leaders seraient associés au sein d'une « internationale intégriste » — non sans allusions appuyées à la relation étroite qui unirait les éléments de cette « internationale » au régime des mollahs en Iran —, dans le but de renverser les régimes qui « agissent contre l'islam et s'abstiennent d'appliquer la loi islamique »⁷.
- 9 Au sein de la mouvance islamique, d'aucuns soulignent l'importance de l'acceptation par le FIS du principe de la participation électorale ou, selon leur propre expression, « la tactique offensive pacifique ». Muhammad Mûrû considère ainsi que le facteur qui a fait pencher la balance en faveur du FIS face aux autres forces islamistes d'Algérie a été son choix d'entrer par la « porte » de la légalité et non par la « fenêtre » de la violence⁸. Il est clair, cependant, que si cette analyse peut valoir pour rendre compte de la préférence accordée par les électeurs au FIS plutôt qu'aux groupes islamistes opposés aux élections et au changement démocratique pacifique, elle ne suffit pas à expliquer que les électeurs aient choisi le FIS et non les autres partis islamiques qui ont effectivement participé aux élections. D'autres analyses ont mis l'accent sur les choix

tactiques du FIS et sur la façon dont il a conduit sa campagne électorale ; Fahmî Huwaydî souligne ainsi l'habileté dont le FIS a fait preuve dans la composition de ses listes électorales sur lesquelles figuraient des éléments technocrates « et non des derviches comme prévu ». Il se félicite également des programmes de développement élaborés par le Front dans les mairies et les conseils régionaux conquis aux élections locales de 1990, qui prennent en considération les différences de situations et de besoins d'une province à l'autre⁹. Notons toutefois que cet argument des performances du FIS dans les provinces et leur impact sur son succès aux élections législatives paraît pécher par complaisance, dans la mesure où la période entre les deux scrutins n'a pas dépassé un an¹⁰.

Les nouveaux croisés et leurs agents : la recherche d'un ennemi

- 10 Avec l'avortement de l'expérience démocratique algérienne en janvier 1992, un an à peine s'était écoulé depuis l'annonce, par l'Amérique de George Bush, de l'émergence d'un « nouvel ordre international », dont il n'est pas besoin de souligner l'impopularité dans les milieux islamistes puisque sa naissance avait coïncidé avec la déclaration de guerre contre un État arabe et musulman, à savoir l'Irak, en même temps qu'il donnait le signal de l'offensive des régimes en place contre le mouvement islamique en Égypte, en Tunisie, en Jordanie et dans les républiques d'Asie centrale. Aussi les islamistes font-ils automatiquement la liaison entre les coups qui leur sont portés aux quatre coins du monde et le besoin, pour le nouvel ordre international, de se trouver un nouvel ennemi après la fin de la guerre froide. L'article de Muhammad Gamâl 'Arafa, intitulé « Les islamistes privés de tout accès au pouvoir dans le nouvel ordre international », n'est qu'un exemple de ce genre de raisonnement : pour cet auteur, le « message » dont est porteur le coup d'État algérien est que l'Occident a fait de l'islam son ennemi stratégique après l'effondrement de l'Union soviétique et que les islamistes ne pourront jamais atteindre le pouvoir par la voie des urnes¹¹. Deux points valent ici d'être soulignés. D'une part, certains intellectuels non islamistes ont été convaincus de la validité de cette conception et l'ont reprise à leur compte — ainsi de Nabîl 'Abd al-Fattâh dans une étude intitulée « *La crise politique en Algérie: composantes, conflits, trajectoires* », où il soutient que l'Occident a le plus grand besoin d'un ennemi pour mobiliser ses potentialités, l'inciter à produire, à créer et à renforcer son influence. De ce point de vue, l'islam figure, pour l'Occident, l'ennemi exemplaire, compte tenu de la nature culturelle, politique et philosophique complexe des contradictions qui les opposent¹². D'autre part, évoquer l'altitude négative du nouvel ordre mondial à l'égard de l'islam ne signifie pas que l'ordre ancien aurait eu une attitude différente, car le raisonnement islamiste est basé sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle le temps des Croisades n'est pas révolu et ne le sera jamais. Hilmî al-Qa'ud dresse ainsi le catalogue des « provocations » de l'Occident à l'égard des musulmans, dont certaines inattendues : l'auteur voit ainsi, dans l'assassinat du président égyptien Anouar al-Sadate, la conséquence du mécontentement de l'Occident croisé qui, dans le but de punir celui-ci pour avoir voulu donner certaines orientations islamiques à son régime, a voulu l'humilier en le contraignant à signer les accords de Camp David, l'incitant par la suite à arrêter tout ce que le pays compte d'intellectuels et de leaders d'opinion pour susciter des désirs de vengeance qui finiraient par l'abattre¹³.

- 11 Les États-Unis étant désormais la seule puissance en situation de dominer le nouvel ordre mondial — alors que la France, de par son histoire et sa position géographique, reste le premier pays intéressé par les évolutions du Maghreb arabe —, la responsabilité de l'échec du processus démocratique en Algérie est tout naturellement imputée à ces

deux États. S'agissant des États-Unis, Mahmûd Bakrî fait état, au lendemain des élections législatives, d'un document élaboré par le Pentagone mettant en garde contre les conséquences de la victoire du FIS du point de vue des intérêts stratégiques américains, en Afrique du Nord en général et en Égypte en particulier. Il indique que les contacts battent leur plein entre les États-Unis et les autorités algériennes en vue de faire face à toute éventuelle « activité de sabotage » entreprise par les islamistes¹⁴. Ces derniers ont d'ailleurs, dès le renversement du président Ben Jedid et l'arrêt du processus électoral, lancé une violente campagne contre la politique de « deux poids/deux mesures » appliquées par les États-Unis à l'égard de la question de la démocratie et des droits de l'homme. Hilmi al-Qa'ud fait ainsi la comparaison entre l'enthousiasme des États-Unis, par exemple, pour la transformation démocratique en Zambie et l'offre par les Américains d'une importante assistance matérielle et politique au régime issu du coup d'État en Algérie¹⁵.

- 12 De son côté, Ahmad Bahgat ironise, dans sa chronique quotidienne *d'al-Ahrâm*, sur la distinction américaine, et plus généralement occidentale, entre « le sang bleu » des sociétés qui ont le droit exclusif de pratiquer la démocratie et « le sang rouge ordinaire » que continuent à faire couler les dictatures, les puissances occidentales détournant complaisamment les yeux. Quant au rôle de la France en Algérie, Hilmi al-Qa'ud évoque le fait que ce pays a toujours été la base de départ des Croisés et des missionnaires et rappelle son souci de maintenir son expansion culturelle au-delà de ses frontières¹⁶. Fahmî Huwaydî critique pour sa part le ministre français de l'Intérieur pour son rôle dans la fabrication de la carte électorale algérienne, dont la partialité — qui s'est en fait retournée contre ses auteurs — a déclenché la crise de juin 1991¹⁷. Il compare également la position de la France, qui ne cesse selon lui d'attiser les passions ethniques berbères en Algérie et qui refuse de reconnaître aux communautés vivant sur son propre territoire le droit de parler leurs propres dialectes (politique de « deux poids/deux mesures »)¹⁸. Il attire aussi l'attention, dans le contexte du comportement français à l'Étranger, sur la formation d'un contingent islamique de *mudjahidîn* arabes (afghans) destiné à faciliter l'intervention dans les pays islamiques et l'ouverture de nouveaux marchés pour l'armement français¹⁹.

L'Égypte et l'Algérie : similitudes et différences

- 13 Certains islamistes, alors qu'ils étaient encore enthousiasmés par la victoire du FIS, ont misé sur l'éventuel, impact de cette victoire sur le développement de la situation en Égypte. Dans l'ouvrage évoqué précédemment, Muhammad Mûrû dresse une longue liste des raisons susceptibles de faire de l'Algérie un centre de rayonnement islamique dans la région arabe et dans le monde. A son avis, l'Algérie se distingue par sa doctrine sunnite — opposée au shiisme de la révolution iranienne ; elle personnifie le sens de la fermeté pour avoir su résister, durant 132 ans, aux efforts français d'occidentalisation ; elle est aussi la clé de l'Afrique et un pont vers l'Europe, en même temps que le plus grand pays du Maghreb arabe, sans compter sa richesse naturelle et la diversité de ses structures productives²⁰. Mais une fois que la soldatesque a pris d'assaut l'expérience démocratique et que l'Algérie a sombré dans le tourbillon de la violence et de la contre-violence, il a fallu changer l'enjeu du pari : il ne s'agissait plus du succès des islamistes en Égypte mais plutôt de la stabilité même de l'Égypte. En d'autres termes, la question qui se posait était la suivante ; les événements d'Algérie peuvent-ils se répéter en Égypte ? Une question qui, au premier abord, paraissait logique et même nécessaire à la lumière de la concordance des tactiques de violence ici et là. Fahmî Huwaydî, dans un article intitulé « Algérie et Égypte : la différence », passe du « général » au

« particulier » pour en arriver à une conclusion qui se veut définitive, à savoir que « l'Égypte n'est pas l'Algérie et ne le sera jamais ». Selon F. Huwaydî, l'Algérie présente une série de caractères qui contribuent à lui donner ce côté violent, fougueux et impulsif : sa nature désertique, la complexité de sa structure ethnique, le rôle de l'armée dans la vie politique et sa conversion subite au pluralisme. L'Égypte s'oppose à l'Algérie sur tous ces points : la magnanimité du peuple égyptien émane de son identification à sa terre et à la cohésion de ses composantes ; son armée n'a jamais été une source de légitimité ; son pluralisme est à la fois plus ancien et plus étroit, et le pouvoir central y est plus enraciné et plus stable. Sur le plan religieux, il y a également des différences substantielles entre les deux pays : en Algérie, c'est la principale composante du mouvement islamique qui est en conflit avec le pouvoir, d'où la violence et la radicalité de cette confrontation qui, de surcroît, interfère souvent avec d'autres conflits d'intérêts entre le pouvoir et les centres d'influence, à la différence de l'Égypte où les Frères musulmans, la composante la plus importante du courant islamique, se trouvent en dehors du cercle du conflit et où il n'y a pas d'interférence entre un cercle et un autre. D'où l'intensité et l'extension limitées du conflit entre le pouvoir et l'opposition islamique²¹.

- 14 Malgré la disparité des expériences algérienne et égyptienne, il n'en reste pas moins utile d'en tirer la leçon. Dans un article intitulé « De la médiation au dialogue », Fahmî Huwaydî souligne le besoin pour l'Égypte d'un dialogue national comme celui qu'a connu l'Algérie à plusieurs reprises, chaque fois qu'étaient épuisés tous les recours possibles pour réaliser la stabilité. Pour cet auteur, deux éléments fondamentaux sont de nature à garantir le sérieux de ce dialogue : d'une part, la frontière entre l'extrémisme et la modération au sein du mouvement islamique ne doit pas être abrogée, au risque de radicaliser les modérés ; d'autre part, il faut reconnaître que l'extrémisme n'est pas l'apanage des seuls islamistes mais peut également être le fait d'autres courants religieux ou politiques²².

Conclusion

- 15 L'analyse des débats qui agitent périodiquement les intellectuels égyptiens à propos de nombreuses questions d'actualité, dont la situation algérienne, suggère que le principal obstacle à l'émergence d'un niveau minimum de consensus est celui de la définition des concepts. Nous avons évoqué, en introduction, les polémiques liées à l'utilisation de la notion de sécularisation, auxquelles il faudrait ajouter, à propos notamment de l'Algérie, celles qui portent sur la question de la démocratie. Les non-islamistes ont toujours reproché aux islamistes leur refus de la démocratie, mais une fois mis à l'épreuve par l'expérience algérienne, certains d'entre eux ont estimé que la démocratie qui conduit les islamistes au pouvoir n'est qu'une démocratie « aveugle » ('Abd al-'Azîm Ramadan) ; d'autres se sont prononcés pour une démocratie « au compte-gouttes » compte tenu du fait que toutes les expériences islamiques récentes ont « piétiné les droits de l'homme » ('Abd al-Sattâr al-Tawîla) ; d'autres encore se sont félicités de voir le FIS étaler au grand jour son terrorisme, son extrémisme et son impuissance (Ibrâhîm Si'da)²³. Les islamistes sont d'ailleurs partiellement responsables de cette attitude : ne pratiquent-ils pas les uns à l'égard des autres les mêmes méthodes d'exclusion et d'élimination ? Ne tiennent-ils pas des discours contradictoires tout en évitant de préciser leurs positions à propos des principales questions relatives à la transition démocratique ? Ou bien attendent-ils pour ce faire d'arriver au pouvoir ? Quoi qu'il en soit, le point le plus important qu'illustre le débat sur la question

algérienne est bien celui de l'urgence d'inscrire à l'ordre du jour de tout dialogue national égyptien éventuel la nécessité de s'entendre sur les termes mêmes du débat.

NOTES

1. Voir dans *al-Sha'b*, 24/06/94.
2. Voir dans *Bulletin de la société civile*, 1/1/92, pp. 16-17.
3. Ghanem I., *Le mouvement islamique en Algérie et la crise démocratique*, Umma Press, Le Caire, 1992, pp. 9-12. *Idem*, articles dans *al-Wafd*, 28/12/92 -11/1/93.
4. Al-Siufi A., « La scission au sein de l'armée algérienne et le décret de dissolution du Front islamique du salut », *al-Sha'b*, 11/2/92.
5. Ahmad Amin H. *al-Musawwar*. 14/10/88.
6. Al-Usla A., *al-Siyâsa al-Dawliyya* n°106, octobre 1991, p. 18.
7. Muhammad A., *Les généraux de l'islam*, Le Caire, Editions AM, 1992, p. 5-7.
8. Muru M., « L'Algérie revient à Muhammad », Le Caire, *al-Mukhtâr al-Islâmi*, 1992, pp. 179-184.
9. Huwaydi F., « Le message des élections algériennes », *al-Ahrâm*, 19/6/90.
10. Par exemple, un islamiste a énuméré parmi ces programmes la réalisation de nombreux projets dans les domaines du logement et de la bonification des terres, ainsi que l'entretien et le développement de l'infrastructure, etc. Ghanem, *op. cit.*, p. 46.
11. Gamal Arafa M., *al-Sha'b*, 3/3/92.
12. Abd al-Fattah N. *al-Siyâsa al-Dawliyya* n°108 avril, 1992, p. 204. Le même thème est développé dans l'étude de M. Sa'd Abû Amûd sur « Les islamistes et la violence armée en Algérie », *al-Siyâsa al-Dawliyya* n°113, Juillet 1993, p. 114.
13. Al-Qa'ud H. : *Le régime militaire en Algérie ne cesse de planifier l'assassinat de la volonté islamique*, Le Caire, Dar al-Istisâm, 1993, p. 117.
14. Bakri M., « L'anxiété s'empare de l'Amérique et de l'Occident après la victoire du Front du salut », *al-Sha'b*, 7/1/92.
15. Al-Qa'ud H., p. 160-161.
16. Al-Qa'ud H., *op. cit.*
17. Huwaydi F., « Seconde lecture de l'incident algérien », *al-Ahrâm*, 16/7/91.
18. Voir dans *Bulletin de la société civile* n°30, juin 1994, p. 53.
19. Huwaydi F., « Nous avons le droit, plus que la France, de mobiliser les Arabes afghans », *al-Sha'b*, 18/5/93.
20. Muru M., *op. cit.*, p.184.
21. Huwaydi F., *al-Ahrâm*, 22/2/94.
22. Huwaydi F., « 'De la médiation au dialogue », *al-Ahrâm*, 28/12/93.
23. Voir dans Ghanem. *op. cit.*, p, 71.

INDEX

Mots-clés : Algérie, crise, débats, dialogue, islamisme, violence